

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 29/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2024-0492_dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée de façon inopinée afin de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan

- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, de traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux. Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED », pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubrique 3510 et 3550).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/07/2024	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juillet 2024, celui-ci est levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/07/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des prescriptions
Prescription contrôlée : La société PSI, dont le siège social est situé 570 rue de Peyrehitte à Lannemezan, est mise en demeure, sous un délai d'un mois, pour les installations implantées Chemin des Marnières, route de Galan à Lannemezan, de respecter les prescriptions : - de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 en modifiant les conditions d'exploitation afin que les conditionnements des déchets d'amiante stockés sur l'alvéole soient maintenus en bon état afin de prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante ; - et 43-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, en recouvrant systématiquement les déchets d'amiante lié stockés, avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception, par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement, d'une épaisseur supérieure à 20 centimètres.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de bigs bags de déchets d'amiante en mauvais état, non recouverts, rendant visible l'amiante.

L'inspection a constaté une nette amélioration des conditions de stockage qui permettent de prévenir les envols de poussières d'amiante.

Il a été constaté un bon recouvrement des déchets au niveau des deux alvéoles de déchets d'amiante, à l'exception de petites zones sur les flancs du casier en fin d'exploitation et sur une petite zone au niveau du nouveau casier d'amiante. L'exploitant a transmis, suite à l'inspection, les photos attestant du recouvrement de ces zones par courrier électronique du 7 octobre 2024.

Ainsi, l'exploitant a mis en place les mesures correctives permettant de répondre à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, celui-ci est levé.

Type de suites proposées : Sans suite